

Retours de missions :

- Sénégal
- Palestine
- Mali

Vie de l'association :

- Semaine de Solidarité Internationale
- Antennes régionales

CONTACTS

HSF Chambéry :

hydraulique@hsf-h2o.org
tél./fax :+33 (0)4.79.69.35.08

HSF Ile de France

Lucien Duguey : lduguey@voila.fr
Marc Gentil: tél./fax :+33 (0)1.47.32.27.72

HSF Méditerranée

Jean-Yves Dubié : +33 (0)4.42.63.14.12
jean-yves.dubie@planetis.com

HSF Est Harena

Bernard Deviot : deviot@europole.u-nancy.fr

AISF Italie :

aisf.acqua@libero.it

SOMMAIRE

Projets

Sénégal	4
Palestine	7
Mali	9

Société

Loi Oudin	13
-----------	----

Dossier :

“Droit à l’eau” et tarification	14
Développement durable et solidarité internationale	16

Vie de l’association

HSF Italie	10
HSF Méditerranée	11
HSF Ile de France	11
HSF Lyon	11
HSF Est-Harena	12
HSF Chambéry	19

En bref...

Education au Développement	18
Rendez-vous	3
Courrier des lecteurs	3

EDITORIAL

Décembre, période propice à la remise en cause, à la relecture de l'année écoulée...

Votre journal “H2O” évolue afin de mieux refléter l'activité actuelle d'Hydraulique Sans Frontières.

Nous continuons à vous tenir informés des actions passées, en cours et à venir, dans la rubrique “Mission”, tout en essayant de vous proposer quelques pistes de réflexion technique mais aussi plus généralement sur le développement, notre vocation première.

Les récentes missions au Sénégal (p 4) et en Palestine (p 7) nous donnent de bons espoirs de réalisation de petits barrages et de réseaux d'eau potable courant 2005.

Nous vous proposons d'approfondir certaines lectures sur notre site Internet où l'intégralité des comptes-rendus de mission seront disponibles prochainement.

Ce numéro aborde la problématique du “droit à l’eau” et de sa facturation (p 14): Objectifs internationaux, réalités du terrain et facturation aux usagers afin de pérenniser les équipements étudiés et réalisés pour eux et par eux. Il n'existe pas de recette unique mais des solutions diverses s'appuyant sur la réalité locale de nos partenaires.

L'Education au Développement est au cœur de notre activité en France. Faisons un premier bilan de nos dernières actions dans le cadre de la Quinzaine de l'Eco-citoyenneté et de la Semaine de la Solidarité Internationale (p 16).

La rubrique “courrier des lecteurs” est à nouveau à votre disposition dans votre journal afin que vous ayez l’espace pour vous exprimer.

2003 fut l'année internationale de l'eau douce, 2004 celle du développement d'HSF en région. Le développement nécessite une forte implication des acteurs locaux en France comme dans nos zones d'interventions. Venez à la rencontre de nos nouvelles associations: HSF Méditerranée et HSF Est Harena lors de notre prochaine AG, le 29 janvier. Regardez bien les pages “vie de l’association” (p 10) afin de pouvoir vous engager avec HSF dans votre région. HSF a besoin de vous!

Bonne fin d'année!

...et rendez-vous le 29 janvier à la Ravoire !

RENDEZ-VOUS!

29 JANVIER 2005 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE HSF

Notre assemblée générale se tiendra traditionnellement le dernier samedi de janvier. Cette année encore nous vous attendons à la salle Marcel Paul de la Ravoire pour faire le bilan de cette année passée riches de projets techniques dans les pays du Sud et d'actions de sensibilisations en France.

Le programme complet est joint à ce journal. N'oubliez pas de vous inscrire!

Venez nombreux!

EXPOSITION "L'EAU ET LES HOMMES" DU CCSTI CRAN-GEVRIER

Pour illustrer son exposition "l'eau et les Hommes" le CCSTI de Cran-Gevrier nous a contactés afin que nous lui donnions quelques photos. Quatre ont été sélectionnées pour cette exposition permanente que nous vous invitons à visiter à "La Turbine, l'espace culturel de Cran Gevrier".

Pour plus d'informations : www.ccsti74-crangevrier.com ou 04.50.08.17.00

SALON DES INVENTEURS

Le Salon International des Inventions de Lyon se tiendra du **28 au 31 janvier 2005** dans le hall Tony Garnier. Vous pourrez y voir les innovations techniques présentées par la société H3E concernant un nouveau concept de production électrique hydraulique parfaitement écologique. Un article plus détaillé de Michel Fonfrede, l'inventeur, sera publié dans notre prochain numéro.

MISSIONS EN COURS ET A VENIR

- **Mali:** Christelle Delacroix, qui sera à Endé jusqu'au 17 janvier 2005 pour suivre les travaux du barrage, sera rejointe par Francis Percheron le 8 janvier. La fin des travaux est prévue entre le 15 et le 20 janvier.
- **Mauritanie:** Quyh Anh Pham Ngoc et Joseph Lefèvre sont actuellement en Mauritanie pour le lancement des travaux du barrage de Tachott El Kadra. Des retards dus à l'entreprise ont permis à Quyh Anh et Joseph d'aller à Chinguetti effectuer une mission de reconnaissance.
- **Comores:** Un dossier de demande de financement est en cours de montage. Il va être déposé à l'Union Européenne dans le cadre d'un appel à propositions "Facilité UE - ACP pour l'eau".
- **Burkina-Faso:** La première phase des travaux de construction du barrage de Godo est prévue pour début 2005. Nous sommes en attente de nouvelles de nos partenaires italiens.
- **Madagascar:** trois projets sont actuellement en cours de définition:
 - 1) Un projet d'aménagement en eau potable pour de petits villages en partenariat avec l'association d'Aide aux Sans Abris;
 - 2) Un projet d'amélioration d'ouvrages hydro-agricoles en partenariat avec l'association d'Aide aux Sans Abris;
 - 3) Un projet d'installation d'une minicentrale hydroélectrique dans la province de Tamatave (une mission exploratoire est prévue).

L'actualité et les événements de HSF sont en ligne. Consultez-les pour vous tenir informés de ce qu'il se passe près de chez vous! www.hsf-h2o.org

TRIBUNE

COURRIER DES LECTEURS

J'aimerais vous suggérer l'utilisation de papier recyclé pour l'impression du journal d'HSF, des plaquettes, ainsi que l'approvisionnement en papier de bureau. Le papier recyclé est à peine (voire pas du tout) plus cher; il marche parfaitement dans les imprimantes et donne une touche un peu plus militante encore à notre association. En effet son utilisation montrerait que nous ne sommes pas concernés que par la question de l'eau même si cette problématique est la seule où nous agissons directement.

Amicalement,

Olivier Garbe

CONGÉ SOLIDAIRE

Comme Stéphan Viennet, des salariés se proposent comme volontaires pour une mission sur le terrain en prenant sur leurs congés.

Pourquoi ne pas faire participer leur entreprise à cette expérience?

C'est un plus pour le personnel qui peut exprimer concrètement sa solidarité sur un chantier ou dans une mission de reconnaissance et ensuite partager avec ses collègues

C'est un plus pour l'entreprise qui pourra déduire de ses impôts sa participation aux frais de voyage et frais divers de mission (réduction de 60% du montant du don dans la limite de 5 pour mille du chiffre d'affaires)?

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ISÈRE-TAMBACOUNDA



Le Conseil général de l'Isère a chargé HSF de suivre les travaux hydrauliques financés par le département au Sénégal oriental dans le cadre de la coopération décentralisée entre l'Isère et la région de Tambacounda. HSF avait reçu un document technique préparé par la Brigade hydrologique de l'Hydraulique de Tambacounda qui proposait la construction, sur la Communauté rurale¹ de Sinthiou Fissa, de trois mini-barrages à Banipéli, Sanbakolo et Yarimalé. Ce document était trop sommaire pour permettre la réalisation de quoi que ce soit. Une mission de reconnaissance préalable était donc nécessaire.

Cette mission, au mois de septembre, a montré que les ouvrages esquissés n'étaient pas adaptés aux demandes des villageois ni à la topographie des sites. Les populations, éleveurs peuls (ou "poullars" pour utiliser la formulation sénégalaise politiquement correcte faisant référence à la langue et non à l'ethnie) souhaitent des réservoirs permettant l'abreuvement des troupeaux durant la saison sèche (mi-octobre à mi-mai). La culture - que ce soit le riz ou les cultures maraîchères - n'est pas leur "truc". La topographie

et la nature perméable des sols de ces sites ne permettent pas la construction de véritable réservoirs (au minimum 5 à 6 m de hauteur par rapport au lit mineur pour faire face à l'évaporation). En revanche, de petits réservoirs d'une hauteur très inférieure à 4m permettant la recharge de la nappe phréatique semblent possibles.

Une première série de données nécessaires au dimensionnement des ouvrages a été collectée.

La revue des ouvrages réalisés depuis

une décennie dans la région les classe en deux types :

1. Seuils rizicoles en béton de moins de un mètre de hauteur créant des rizières ou permettant la culture maraîchère de décrue en amont du seuil.
2. Barrages en terre stockant jusqu'à 5 mètres d'eau pour l'abreuvement des troupeaux et aussi, pour certains, permettant des cultures maraîchères de décrue dans la retenue. Il n'y a pas de barrages avec un périmètre d'irrigation en aval de l'ouvrage.

COMMENTAIRES SUR LES TROIS SITES QUI NOUS ÉTAIENT PROPOSÉS

Tout d'abord, ils se situent dans une zone de brousse sahélienne avec de nombreux arbres (baobabs), pluviométrie moyenne de 650mm (de mi-mai à mi-octobre), évaporation annuelle supérieure à 2m avec des maximaux mensuels de

380mm, terrains de limons sableux avec présence localisée de carapace latéritique, sols généralement riches sur le plan agricole mais érodables. Topographie peu favorable à des retenues de profondeur utile suffisantes pour faire un stockage d'eau

annuel ; en revanche, la nature perméable du sous-sol peut permettre la construction de très petits ouvrages de ré-alimentation des nappes, assurant la pérennité de puits-abreuvoirs aussi bien en aval du barrage que dans la retenue.



Banipeli

La cuvette est peu prononcée avec un bassin versant d'environ 8km². Le barrage ne pourra être que de faible hauteur. La motivation des villageois n'est pas flagrante, mais comme le président de la Communauté rurale de Sinthiou Fissa y demeure (la personne chez qui nous avons logé), il devrait être possible d'investir les villageois de façon significative.

1. Nom donné aux communes en zone rurale, la différence n'est pas seulement sémantique : les ressources des communes proviennent essentiellement de taxes professionnelles, les ressources des Communauté rurale d'une taxe par famille. Les conseils ruraux sont élus comme les conseils régionaux. Il n'y a pas d'élus au niveau du département.

RECHERCHE DE
PARTENAIRES LOCAUX



Yarimalé

Le site est assez évident, avec une belle cuvette pour un bassin versant de 2,3km² seulement. Point fort : La motivation des villageois, sous l'impulsion du chef de village et de quelques notables qui m'ont semblé vouloir s'investir et sachant user de leur autorité sur les forces vives du village. Point faible : Il existe déjà un barrage en terre réalisé par le GRED en 1993. A vocation pastorale, cette retenue avec un bassin versant un peu plus petit que celui projeté ne s'est rempli que deux fois depuis sa construction. La présence d'eau ne dépasse pas deux mois. C'est pour cela que les villageois veulent un nouveau barrage.

Sambakolo

Il existe en fait deux possibilités : un site "aval" sur un marigot important, la Maïssa Vassa avec un bassin versant de 86km² ; un deuxième site juste en amont de la confluence avec la Maïssa Vassa avec un bassin versant de 7km². Le premier site imposera un déversoir trop important, le deuxième serait plus faisable techniquement mais je n'ai pas senti une véritable dynamique des villa-

geois à la réalisation de ce projet...

Concernant les matériaux disponibles, les gabions semblent difficiles à utiliser pour deux raisons :

- Aucun ouvrage de ce type n'a été réalisé dans la région bien qu'il existe une carrière près de Kidira (on reproche la faible tenue à la corrosion du grillage et seuls quelques travaux de Défense et Restaurations des Sols ont été réalisés avec des gabions, sans grand succès d'après leurs auteurs).
- Il faut importer les grillages ...

Il faudra donc probablement réaliser le barrage en terre. Compte tenu du nombre d'ouvrages de ce type ruinés par érosion interne, une étanchéité par noyau en béton ou feuille de matière plastique semble nécessaire. Les fondations devront être profondes car le sol s'avère plus sablonneux qu'argileux.

Les érosions importantes des déversoirs naturels latéraux incitent à prévoir un déversoir en béton dans l'axe du lit mineur tout au moins pour les crues "courantes"(décennales).

Il n'y a malheureusement aucun service technique sur lequel s'appuyer. Il y a la possibilité de collaborer avec deux associations :

Une association sénégalaise, le **GADEC** (Groupe d'Action pour le Développement Communautaire) qui a déjà une bonne quinzaine de réalisations en référence. Cette association a près de trente salariés et s'active dans tous les domaines, du développement à la culture, du technique au social. Elle possède un peu de matériel (deux bétonnières, un camion, un vibreur, des coffrages, mais en mauvais état) et surtout dispose d'animateurs pour aider à la mobilisation et à la participation des villageois. Elle peut travailler en partenariat avec d'autres organismes mais aussi travailler en tant qu'entreprise au forfait. Ses investissements importants en tant qu'association sénégalaise sont exonérés de TVA. Dans tous les cas, pelleteuses ou bouteurs devront être loués à Dakar, car rien n'est disponible dans la région.

Une association française, le **GRED** (Groupe de Recherche et de Réalisation pour l'Eco-Développement), présidée par Jacques Dubois. Le GRED a une trentaine de barrages à son actifs dans le département de Bakel, avec une philosophie simple et claire : faire au moindre coût en prévoyant de remettre en état les premières années. Il n'y a pas de déversoirs construits, les rives du barrage sont utilisées comme déversoirs naturels. Il s'ensuit une érosion inévitable mais comme les bassins versants sont souvent petits, cette érosion reste contrôlable, ... à condition que quelqu'un la contrôle. Le suivi constant des ouvrages est fait par trois permanents sénégalais dont un ingénieur des travaux ruraux et un moniteur horticole. Les ouvrages du GRED ont pour objectif le stockage de l'eau. Quelques rares ouvrages pour la riziculture sont aussi construits sous le nom de digues cuillères (digues de l'ordre du mètre de haut).

**OUVRAGES PRÉVUS APRÈS
LA PREMIÈRE MISSION**

Un mini-barrage à Banipéli ou Sambakolo (site amont) comportant :

- une digue en terre avec étanchéité par feuille de polyéthylène,
- un déversoir en béton armé à contreforts, et
- un déversoir naturel en rive droite ou gauche pour les crues supérieures à la crue décennale.

Le site de Yarimalé est exclu en raison de la faiblesse des apports (petit bassin versant, faible pente et sol perméable). Ce barrage est également considéré comme non prioritaire du fait de l'existence d'un mini-barrage construit à 1km du village et à 1km du nouveau site proposé. Le site de Sambakolo aval est exclu du fait de l'ampleur des crues qui entraînerait la construction d'un déversoir important dépassant le cadre du budget envisagé.



OBJET D'UNE PROCHAINE MISSION

Etudes

Les deux mini-barrages proposés seront discutés avec l'ARD, le Conseil rural de Sinthiou Fissa et les représentants des villageois de Banipéli, Sanbakolo et Yarimalé. La possibilité de remise en état de la digue existante de Banipéli réalisée par le GRED en 1988, avec construction d'un déversoir en béton armé à contreforts dans le lit mineur pour la crue décennale, sera également discutée.

Lorsque la décision sera prise quant à l'ouvrage à réaliser, les tâches suivantes seront immédiatement exécutées durant la même mission :

1. Etudes complémentaires de topographie et de reconnaissance des sols (fondation et matériaux de construction de la digue).
2. Documents techniques (plans et spécifications) et contractuels.
3. Consultations des entrepreneurs et/ou fournisseurs en application du Code des marchés publics.

Travaux

Les travaux pourraient être exécutés en deux phases :

1. Construction du déversoir en béton armé à contrefort dès les consultations terminées.
2. Construction de la digue en période favorable, c'est-à-dire bien avant la période sèche et torride (harmattan) soit, au plus tôt, après l'hivernage (entre mi-octobre et la fin de l'année 2005).

Le déversoir en béton armé serait construit à l'aide de coffrages métalliques qui peuvent être fabriqués à Tambacounda.

La digue sera réalisée au boteur, par mouvement des terres dans un rayon de cent mètres en amont de la digue (avec zone de protection de 15m en amont du pied du talus amont) et compactage au compacteur.

L'étanchéité sera assurée par une feuille de polyéthylène placée sur un premier talus et recouverte d'une couche de protection de terre entre 1,5m et 4m d'épaisseur. Ce remblai de protection sera également fait au boteur à partir de la base en évitant de compacter aux abords immédiats de la feuille d'étanchéité.

En dehors de quelques conclusions techniques préliminaires cette première mission à Tambacounda a permis de découvrir cette région du Sénégal oriental :

- Pauvreté et dénuement, l'état de la voie ferrée internationale Dakar-Bamako et de la gare de Tambacounda en est une illustration: elle est hors du temps comme toute cette partie tranquille de l'Afrique.
- Absence de services techniques qui ont été démantelés pour être remplacés par des entreprises privées. Seul le démantèlement est bien effectif aujourd'hui. L'ARD en est à souhaiter la collaboration de stagiaires étudiants français pour réaliser un inventaire des mini-barrages existants et un programme d'ouvrages à faire !
- Tolérance de ce Sénégal multiethnique : tolérance symbolisée par le spectacle surprenant dans un pays à large majorité musulmane de cochons errant dans les rues de Tambacounda !

Guy MORE et Stephan VIENNET

UNE ADDUCTION D'EAU POTABLE AU SUD D'HÉBRON (suite)



Une bonne nouvelle: depuis fin août, l'accès à l'eau potable des habitants d'El Haddalin (village de bédouins sédentarisés au sud de Hébron) s'est amélioré. Mais ils doivent encore la transporter à dos d'âne sur des distances de 600 à 1000 mètres. Le chantier qui a permis cette amélioration n'a pas été conduit par Hydraulique sans Frontières comme c'était prévu ni financé par les fonds affectés au printemps dernier par le Collectif de Caen et le Bureau National de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité). Pourquoi cela ? L'eau finira-t-elle par arriver à proximité immédiate des habitations ? Quels enseignements tirer de ce projet de coopération ?

VERS L'ACHÈVEMENT D'UN PROJET PRIORITAIRE ?

Les décisions en mai dernier de l'autorité d'occupation israélienne (interdiction des travaux, puis accord oral pour leur reprise alors que nous étions de retour en France) ont engendré la difficulté suivante: nos interlocuteurs palestiniens faisaient savoir en Juin qu'ils ne pouvaient attendre l'automne pour achever le chantier, alors qu'HSF n'était en mesure d'envoyer une mission qu'à la mi-Septembre. A la mi-août celle-ci était constituée et des billets d'avion étaient réservés, lorsque, appelant le Président du Joint Service Council (JSC) pour lui préciser les dates, nous apprîmes que l'adduction d'eau était en train d'être réalisée avec des fonds anglais par une ONG locale ! S'étant excusé de ne pas nous avoir informés de ces faits plus tôt (la décision fut prise début Juillet); il nous invitait à venir réaliser un autre projet dans la même région, sans qu'il ait été possible d'obtenir des précisions à ce sujet. HSF décidait alors de transformer la mission prévue en mission de prospection et de préparation pour un ou plusieurs chantiers ultérieurs. C'est ainsi que fin Septembre, nous étions de retour à Yatta, avec Julie Faivre, ingénieur de HSF.

Deux raisons principales expliquent la rupture par le JSC de la convention

signée avec HSF : la pression des populations bédouines dans cette région semi-désertique à l'approche de l'été et la prise en charge par l'ONG locale financée par le gouvernement britannique, des salaires du personnel du JSC pendant plusieurs mois.

Ne parlant plus de la région bédouine, le JSC nous a proposé quelques projets peu convaincants (par exemple relier une école à un réseau existant, alors que l'eau ne coule dans les



canalisations que un ou deux jours tous les deux à quatre mois)! Comme si l'impératif était plus de réaliser quelque chose que son utilité sociale. A trois jours de notre départ, au cours d'une réunion que nous avions demandée, réunissant des représentants de la plupart des villages entourant Yatta, celui d'El Haddalin nous prit à partie et s'opposa très vivement au Président du JSC. Une importante participation financière

(2000 \$) a été demandée par le JSC à la municipalité d'El Haddalin pour l'adduction d'eau réalisée durant l'été (les travaux réalisés - canalisation en acier galvanisé - ont coûté près de quatre fois plus cher que ceux proposés par HSF - canalisation en PEHD). En contrepartie, il leur aurait été promis que ces fonds et l'assistance française permettraient l'arrivée de l'eau à proximité immédiate des habitations du village, ce que visiblement le JSC n'envisageait plus. Pourquoi ? Nous n'avons qu'une hypothèse : volonté de ne pas concentrer l'aide sur un village.

Grâce à la médiation du représentant d'un autre village bédouin, nous avons le lendemain matin l'accord du président du JSC pour aller étudier le projet. Celui-ci, finançable par l'enveloppe de 6000 prévue, améliorerait les

conditions de vie d'un millier de personnes vivant dans les conditions les plus misérables vues ici. Il nous est apparu de loin comme celui à retenir et à réaliser au printemps prochain. Ce que nous avons expliqué au Président du JSC. Une nouvelle convention est en préparation. Mais son accord a été arraché. S'il ne tenait qu'à lui, les 6000 confiés à HSF seraient, je crois, affectés à d'autres projets qu'il juge plus urgents.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Notre mission nous a permis de mieux comprendre la situation relative à l'eau dans la région de Yatta et le rôle clé de la Palestinian Water Authority.

Dans cette région, lorsqu'un réseau d'adduction d'eau existe, il ne fonc-



tionne, surtout en été, que 2 à 7 jours à quelques mois d'intervalle! Il sert

alors à alimenter les citernes à partir desquelles les habitants pompent ce dont ils ont besoin. Donc la demande primordiale c'est le financement et la réalisation de citernes individuelles ou collectives.

Pour les municipalités sans réseau, il n'est pas envisageable d'en créer car il n'y a pas d'apport d'eau possible pour l'instant. Peut-être d'ici quelques années, la réalisation de nouveaux aqueducs, essentiellement à partir de ressources aquifères à l'est d'Hébron, rendra-t-elle possibles la création et le raccordement de réseaux là où il n'en existe pas. Si toutefois le projet de Mur ne conduit pas à l'annexion de ces ressources !

Cette mission nous a également permis de constater:

- la difficulté de réaliser des projets lorsqu'on n'est pas sur place de façon permanente, pour réagir aux décisions des autorités d'occupation;
- la nécessité de respecter les procé-

dures de demande d'autorisation pour qu'un projet ait des chances d'aboutir;

- la nécessité d'admettre que, dans les circonstances présentes, les palestiniens sont avant tout en quête de bailleurs de fonds;
- la nécessité d'une communication rapide (internet, fax) pour éviter les quiproquos avec nos interlocuteurs sur place.

Ceci dit, j'ai bon espoir qu'au printemps prochain, grâce aux projets conduits par HSF, l'eau arrivera aux trois regroupements d'habitations des familles composant la population d'El Haddaline. Projet d'ores et déjà déposé auprès de la PWA. Sa réalisation devrait ajouter à son utilité sociale l'apaisement des tensions politiques locales et être l'occasion d'associer à nouveau de façon exemplaire Palestiniens, Israéliens (Ta'ayush y enverra des volontaires) et Français.

Erik LALOY

ETRE DU BÉTAIL À QALANDIA

OU L'ÉVOLUTION DES CHECK-POINTS ET DU MUR ENTRE MAI ET OCTOBRE 2004

Au mois de mai, il y a à peine 4 mois, passer le check-point de Qalandia n'était pas ce qu'il y avait de plus drôle à faire dans la région de Ramallah. Mais bon "ça l'faisait" sans trop de problèmes, juste de l'attente et des horaires d'ouverture aléatoires, juste ça. Si vous n'avez jamais ressenti ce que c'est que d'être du bétail, je pense que Qalandia, maintenant, vous en donnerait une bonne image. Bien sûr, il y a bétail et bétail. Il y a la vache sereine dans son alpage verdoyant et puis il y a aussi la bête parquée serrée entre des barrières pour être déplacée puis transportée (pour aller où déjà ?). Il va sans dire que c'est de la deuxième sorte dont je parle (il n'y a déjà pas assez d'eau pour les besoins humains minimums alors si vous trouvez une belle pelouse verte par là bas c'est que vous n'êtes plus à Qalandia). Déjà, être comprimé dans la foule qui se presse entre les barrières pour atteindre au plus vite les "tourniquets à bétail" (du genre de ceux que l'on trouve à l'entrée des grands stades ; d'ailleurs peut-être que là aussi on se sent du bétail mais après tout c'est un choix et puis c'est pour aller se divertir). Alors qu'en mai il y avait 4 files d'attente, il n'y a maintenant que 2 tourniquets d'entrée avec chacun son cerbère kaki qui vous gueule dessus dans une langue que

vous ne comprenez pas (ni moi, ni les palestiniens, vous voyez ce que je veux dire ... pourtant ils savent parler anglais, je l'ai vérifié, il savent très bien poser des questions). Et puis ça les amuse d'être ambigus : on ne sait jamais s'il faut avancer, reculer ou s'arrêter et donc ça gueule de plus belle. Puis c'est le portillon détecteur de métaux avec un autre soldat et un autre tourniquet à bétail avant un autre soldat qui contrôle le passeport. Ca se passe comme ça à Qalandia ! Et pour beaucoup de Palestiniens qui travaillent à Ramallah mais ont le malheur d'habiter un petit village à l'écart, c'est une fois par jour qu'il faut passer par là.

A part ça le mur avance. Et en représailles des attentats commis à Beer Sheva en septembre, c'est toute la région d'Hébron et de Yatta qui trinque. Beaucoup de routes utilisées par les Palestiniens ont été coupées par l'armée israélienne. De nouveaux chemins s'improvisent entre les oliviers, les voitures sont à rude épreuve, la poussière vole et le temps passe.

Mais bon, c'est comme ça, c'est la vie, les conditions sont juste difficiles ...

Julie FAIVRE

HSF AU PAYS DOGON



Le Barrage de Endé peut enfin être construit grâce au financement obtenus par notre association partenaire "Un jardin au Mali" et par le soutien d'un groupe d'étudiants de l'Ecole Supérieure de Commerce de Chambéry qui avait organisée une journée festive à Chambéry pour collecter une partie des fonds nécessaire aux travaux

Le 25/10/04, Francis Percheron et notre partenaire Michel Pennetier (Un Jardin au Mali) arrivent à Mopti pour le début des travaux de construction du barrage d'Endé.

Le 27, première visite sur le site où l'entreprise GORO de Mopti, titulaire du marché, est déjà installée, implantation topographique de l'ouvrage et le 28, début des terrassements pour le déversoir dans le lit mineur.

Pendant les mois d'août et de septembre, 60 villageois ont cassé des blocs des éboulis du pied de falaise avec masses et burins pour préparer 600 m3 de pierres constituant les gabions du déversoir. Ces pierres sont stockées dans un rayon de 200 mètres. A partir du 28, elles sont chargées sur un camion et stockées sur le site.

L'entreprise GORO a pris pour option

de faire travailler les villageois de Endé. Pas d'engin de terrassement, seulement un camion pour le transport des pierres et des remblais de la digue, un camion citerne pour l'arrosage et un compacteur auto-tracté vibrant d'une tonne.

50 % des grillages à gabions sont approvisionnés.

Deux équipes se constituent (40 ouvriers):

1 Pour la digue de terre: chargement et régalage des matériaux manuellement.

2 Pour les terrassements du déversoir.

Une équipe spéciale de confection de gabions sera opérationnelle à partir du 7 novembre: date du début des gabions dans le lit mineur.

Christelle Delacroix me rejoint le 8 novembre.

A mon départ le 18 novembre sont

réalisés:

- 50 % des gabions du déversoir (300 m3)
- 30 % des remblais de la digue (300 m3)

Le 18 novembre une réunion de chantier avec M. GORO a permis de faire le point des approvisionnements: grillage, gabions, bidim, etc.

Globalement le chantier a bien démarré. Quelques adaptations au terrain, un suivi permanent d'HSF pour le respect des "règles de l'art".

La fin des travaux est prévue entre le 15 et le 20 janvier.

Christelle restera jusqu'au 17 janvier et Francis la rejoindra le 8 janvier.

Bon courage Christelle...

Francis PERCHERON



AUTOUR DE PISE

Une réunion AISF (Associazione Idraulica Senza Frontiere) et HSF s'est tenue à Pise et à San Miniato le week end du 9 et 10 octobre 2004. Claude Parry nous en fait le compte-rendu.

Plutôt que d'une réunion il s'agit d'une synthèse des discussions plus ou moins informelles qui ont eu lieu au cours de ce week end, la réunion prévue n'ayant duré qu'une demi-heure, interrompue par une pressante injonction de passer à table. HSF était représentée par Claude Parry et Bernard Durandau, l'AISF par la quasi totalité de ses membres auxquels s'étaient joints des membres du mouvement Shalom.

OÙ EN EST AISF ?

Le Président de l'Association est Francesco di Martino, qui a participé à la mission à GODO (BURKINA FASO) avec Michel, directeur de Versilia Acque, entreprise de Marina di Pietrasanta. Actuellement, les adhérents de l'association sont uniquement les membres fondateurs, tous actifs. Néanmoins Cristina doit rencontrer à Paris en décembre Luisa, cette jeune italienne travaillant en France, présente au stage barrage. Ses amis de Pérouse, hydrauliciens, pourraient venir renforcer Aisf et l'étendre à la province des Marches et à celle de l'Ombrie.

L'association aura bientôt un site web.

Francesco va essayer de contacter un retraité hydraulicien et faire connaître l'association dans les écoles d'ingénieurs de Pise (qui est un des plus grands centres universitaires d'Italie).

Il a été convenu que HSF Chambéry adhérerait à Aisf et que Aisf serait membre d'HSF. Les deux présidents seront membres de droit des CA respectifs (même si cela risque d'être formel). Le journal d'HSF sera

envoyé au président et à la secrétaire.

Par ailleurs AISF fait partie d'une plateforme (Tavola di coordinamento provinciale Burkina Faso) qui regroupe des ONG du bas Arno impliquées dans différentes actions au Burkina Faso (dont Shalom).

PROJET GODO

Suite à la mission commune Aisf-HSF de janvier dernier, Cristina a, à partir des documents dressés par Michel Chartier, réalisé un dossier technique complet (en italien, avec un exemplaire pour nous). Ce dossier a servi à obtenir le financement d'un tiers du projet Godo par la région Toscane et par des sociétés de l'eau de la région de Pise. C'est la région Toscane qui se charge de demander le complément auprès de l'Union Européenne. Cette demande concerne aussi d'autres projets pour une demande globale de subvention de 500.000 euros. Le projet de Godo s'élève, rappelons le, à 200.000 euros.(65.000 ont déjà été trouvés)

Ces crédits locaux doivent être consommés rapidement . Aisf propose donc une première tranche de travaux pour l'an prochain (de janvier à mars), comme cela avait déjà été évoqué sur place avec Michel . Pour ces travaux , avec forte participation des villageois, il est probable que Francesco et Anoush ne pourront pas être disponibles très longtemps ;Il appartiendra sans doute à HSF d'être d'une manière ou d'une autre maître d'œuvre de l'opération. Ceci sera défini par une convention. Michel Chartier est d'accord pour la préparer et la proposer à Aisf.

SHALOM

La réunion a eu lieu dans les nouveaux et somptueux locaux de Shalom, mouvement représenté sur l'ensemble du territoire italien, mais dont le siège social se trouve à San Miniato. Du même coup, nos amis Andréa, Luciano, Nicola, Giovanni, très impliqués dans les actions de forage au Burkina Faso et dans la Plateforme provinciale, avaient la double casquette (Shalom et AISF). Enfin, le président du Mouvement, originaire de San Miniato, est venu apporter des informations.

Parmi celles-ci relevons le soutien apporté par le Vatican à un projet d'amélioration de l'eau potable dans la région de Butembo en République Démocratique du Congo (pour 500.000 habitants !), projet porté par le mouvement Shalom... Cette amélioration peut être faite de deux façons : soit par potabilisation de l'eau des rivières, soit par la mise en place d'un réseau (captages, adductions, fontaines). Il s'agit donc de faire une étude comparative avant toute décision. Le fait que cette action nous ait été présentée (et en nous demandant si nous connaissions Butembo... !!!) par le président du Mouvement n'est peut être pas anodin.

Il manque à ce compte rendu un 4 ème point : "la troisième mi-temps"! Accueil parfait, visite de Lucques, initiation à la gastronomie toscane et tutti quanti.

Claude PARRY

HSF MÉDITERRANÉE

CARNET ROSE

Les six membres élus d'HSF Méditerranée sont heureux de vous faire part de la naissance de leur association.

Notre groupe existait déjà sous la tutelle d'HSF Chambéry, en tant que délégation régionale.

A la demande des collectivités locales et pour faciliter les démarches administratives, nous avons décidé de démarrer notre propre association avec la constitution d'un bureau, composé de 6 membres (4 seniors, 2 actifs) et d'un C.A. de 10 personnes. Les cotisations seront toujours transmises à HSF Chambéry qui continuera de pourvoir à nos frais de fonctionnement.

Par contre, les subventions régionales que nous obtiendrons serviront à financer les projets dont nous avons

la charge et seront gérées par notre structure.

En raison de notre situation géographique et des priorités de la région PACA, nous nous occuperons prioritairement des projets dans le pourtour méditerranéen.

[...] Nous aimerions nous faire connaître davantage à Marseille et assurer également un lien avec les départements limitrophes tels que le Var, le Vaucluse, les Alpes de Haute Provence, voire l'Hérault et le Gard. Pour grandir, HSF Méditerranée aura besoin du dynamisme de tous les membres régionaux d'HSF et de liens étroits avec CHAMBERY dont la déontologie est le fil conducteur de notre structure régionale et en constitue toute sa force.

*Marie-Anne ZUCCA,
Secrétaire*

ACTUALITÉS

- HSF Méditerranée tiendra une **réunion d'information** à la Maison des Associations d'Aix-en-Provence le **15 janvier de 16h à 18h**. Elle a pour objectif de répondre au vif intérêt manifesté pour HSF par un grand nombre de personnes lors d'Assogora en septembre.

- La première **réunion du Conseil** aura lieu le **15 janvier à 18h30** à la Maison des Associations d'Aix-en-Provence.

APPEL

HSF Méditerranée étant désormais une association à part entière, nous demandons à nos adhérents des régions PACA et Languedoc-Roussillon de se rapprocher du bureau d'Aix-en-Provence.

HSF ILE DE FRANCE

- HSF IdF a tenu une assemblée générale extraordinaire le 20 octobre 2004. L'ordre du jour résidait principalement en la modification des statuts de la délégation régionale, qui ont été alignés sur ceux de HSF.

- Une réunion du Conseil d'Administration a eu lieu le 9 novembre 2004.

- Une opportunité sérieuse de projet au Cameroun se présente à HSF Ile de France. Il s'agit d'un projet d'adduction d'eau qui concernerait quelques 10000 habitants. Deux conventions cadres ont d'ores et déjà été signées avec les associations des maires du Cameroun et des maires du littoral du Cameroun. Le contact avec le bureau d'études camerounais étant pris, il faut maintenant affiner le dossier technique.

HSF SE MONTRE À LYON !

Du 17 au 21 novembre, un grand chapiteau tout blanc a accueilli de nombreux visiteurs sur la place Bellecour à Lyon: pour la première fois, notre association était présente au Village de la Solidarité Internationale de Lyon. Sous ce grand dôme il faisait un peu frisquet mais ça n'a pas empêché petits et grands de venir voir d'un peu plus près ce que signifie la "solidarité internationale". Que ce soit par le biais de maquettes ludiques ou de conférences plus engagées, la solidarité internationale a montré ses facettes variées et colorées et prouvé une fois de plus qu'elle commence à nos portes par la motivation et le dialogue. Aussi de nombreuses rencontres ont eu lieu, entre autres la visite au stand HSF de M. Collomb, maire de Lyon, accompagné de M. Jean-Philippe Bayon, Vice-Président de Région

délégué à la coopération décentralisée. Son Excellence le Consul de Madagascar, M. Sauboua, était aussi présent. Ce fut l'occasion pour HSF de réitérer son besoin d'aide de la Région pour mener à bien ses projets sur la Grande Ile. Nous avons eu l'agréable surprise de "toucher" une bourse de 800 Euro à la suite de la présentation par Aurélie Malbrunot du projet Saya en Bolivie.

Merci à tous les amis de Lyon et alentours qui ont permis de donner de l'élan au groupe de Lyon. N'hésitez à contacter Michel Chartier (m2ch@wanadoo.fr) si vous êtes proches de Lyon et désireux de vous impliquer dans des projets d'HSF. A bientôt!

Aurélie MALBRUNOT et Michel CHARTIER

HSF EST - HARENA

Cet automne a vu notre projet d'adduction d'eau à Madagascar se consolider et enregistrer des avancées significatives, bien qu'un peu lentes à notre goût. Manque d'expérience sans doute.

C'est pourquoi la réunion du 5 octobre dans les locaux de l'AFPA à Montreuil qui a réuni Claude Parry, Bernard Deviot, Joseph-Richard Ramanantsoa et son épouse ainsi que Bernard Durandau, Lucien Duguey, Daniel Hibon et Michel Pougheon, a été très importante pour nous. Elle a permis à tous les présents de se connaître autrement que par mails ou téléphone et de faire le point sur le rôle et les missions de chacun.

De retour de Madagascar, J-R Ramanantsoa, président de l'ONG Harena Manasoa et vice-président de HSF-Est HARENA, rapporte qu'il a pris contact avec le représentant local de HSF, Martin Buchsenschutz. Le document de base élaboré par Harena Manasoa, qui correspond à l'avant-projet sommaire (APS), doit être

complété rapidement par l'avant-projet définitif (APD) dont l'élaboration nécessite un premier financement de l'ordre de 3500 euros. D'où notre engagement auprès de Harena Manasoa qui a, par ailleurs, établi un calendrier de programmation des travaux qui tient compte des données météorologiques : une saison des pluies de décembre à mars et la reprise des travaux des champs qui absorbe toute la disponibilité des villageois.

Harena Manasoa nous assure également d'un financement à hauteur de 41% du projet, la population locale apportant en outre 5% sous forme de contribution aux travaux.

Dans ce contexte, nous avons engagé une réflexion sur les techniques les plus efficaces de collecte de fonds car notre contribution est indispensable à la préparation de l'Avant Projet Définitif qui conditionne la réalisation effective du projet. Notre souci est, bien sûr, de ne pas décevoir nos amis malgaches. Nous comptons beaucoup sur les dons de fin d'année,

époque traditionnellement favorable à la générosité.

Par ailleurs, nous allons enfin pouvoir finaliser nos demandes de subventions à la Région Lorraine et au Conseil Général de Meurthe et Moselle où des interlocuteurs ont laissé espérer une écoute bienveillante. Notre Président ne manque pas d'assister aux réunions de la Communauté Urbaine du Grand Nancy consacrée à la coopération décentralisée. Il vient également de prendre connaissance d'un appel d'offres de la Communauté Européenne pour aider des projets concernant l'eau dans les pays "ACP" (ah! les sigles: Afrique, Caraïbes, Pacifique). Nous allons monter un dossier à toutes fins utiles pour notre projet malgache.

Nous vous adressons nos vœux les plus chaleureux en cette fin d'année et souhaitons, plus que tout, voir les projets qui nous tiennent à cœur se réaliser en 2005.

Myriam BOUTHIER

N'DIEO: SUITE ET FIN?

RAPPEL:

Les travaux de réalisation du barrage de N'Dieo (Mauritanie) avaient débuté avec un mois de retard sur un programme déjà tardif, la faute incombant à l'entreprise en charge.

La venue des pluies le 8 juillet a interrompu les travaux, le passage de l'eau entraînant des dommages aux remblais réalisés.

Notre partenaire "Agir abcd" déclarait alors: "La responsabilité de l'entreprise étant totale dans le retard, elle a accepté d'effectuer les réparations à ses frais, et ce courant novembre. Les travaux de finition sont sur le point de commencer, pour être terminés fin 2004. La réalisation du périmètre irrigué va être étalée sur plusieurs années. La formation de personnes pour l'entretien du barrage et la gestion du périmètre irrigué suivra."

En conclusion, nous espérons que ces efforts ne seront pas anéantis par l'absence du filtre vertical supprimé par le Ministère du Développement Rural et que le barrage remplira son rôle de renforcement de la sécurité alimentaire de la région.

Bernard DURANDAU

LES 20 ANS DE PSEAU (PROGRAMME SOLIDARITÉ EAU)

C'est sur une péniche amarrée entre le pont d'Austerlitz et le pont Charles de Gaulle que les acteurs français de la solidarité internationale sont venus fêter les 20 ans de Pseau le 18 novembre dernier.

Les ministres européens de l'Environnement ont imaginé la création du programme Solidarité Eau pour accroître la collaboration dans le domaine de l'eau. Ainsi, depuis 1984, pS-Eau anime localement la concerta-

tion entre les acteurs de la coopération internationale (ONG, pouvoirs publics, collectivités territoriales, milieu de la recherche, secteur privé).

A l'occasion de cet anniversaire, les délégués du Ministère des Affaires Étrangères et celui de l'Ecologie et du Développement Durable ont ouvert le débat sur la coopération décentralisée en France. SEDIF, SAGEP, Agence de l'eau, AFD, les acteurs ont exposé leurs actions. Parallèlement, le séna-

teur Jacques OUDIN a présenté sa proposition de loi sur la participation financière des collectivités territoriales à ces projets décentralisés. Ces interventions témoignent de la volonté générale d'atteindre l'objectif du millénaire fixé pour 2015 et encouragent pS-Eau à amplifier ses initiatives.

Aude NACHBAUR

LÉGIFÉRER POUR UN FINANCEMENT SOLIDAIRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Consacrer un centime par "mètre cube d'eau facturé" à des projets de solidarité internationale. Cette idée généreuse se heurte néanmoins à des écueils législatifs, comme en témoignent les difficultés qu'ont rencontrées les agences de l'eau. Jugés effectivement illégaux par la Cour des Comptes, leurs programmes de subventions ont donc été suspendus en 2003.

Le sénateur Jacques OUDIN a avancé une proposition de loi qui pourrait rapidement débloquer cette situation.

" Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement peuvent, dans la limite de 1% des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services, mener des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères [...], des actions d'aide d'urgence [...] ainsi que des actions de solidarités internationales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement " [article I]

Une disposition similaire autoriserait

les agences de l'eau à mener des actions de coopération internationale dans la même limite de 1% de leur ressource. Ces deux articles seraient insérés respectivement dans le code général des collectivités territoriales et dans le code de l'environnement.

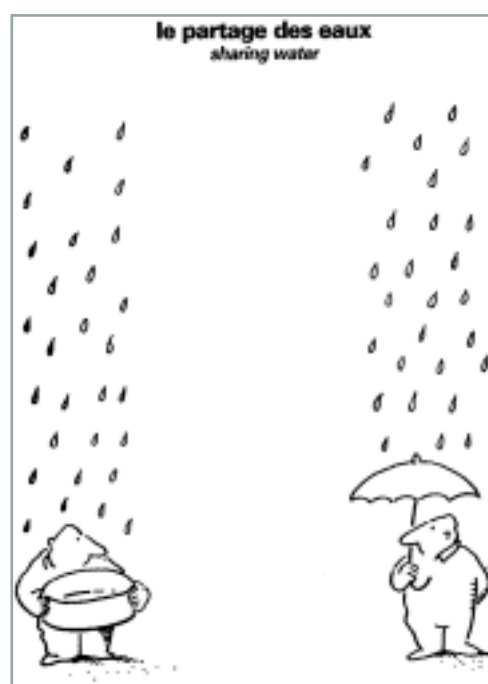
Cette proposition a été acceptée à l'unanimité par le Sénat le 20 juin 2004 ; son adoption définitive devrait être très rapide. Encore faut-il qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour du calendrier parlementaire. Il a été logiquement envisagé d'attendre pour intégrer cette proposition à la " loi sur l'eau " dont la réforme générale doit avoir lieu en 2005. Cependant, un traitement spécifique simple et rapide ne conviendrait-il pas mieux à l'urgence de certains projets ?

Cette loi permettrait de mobiliser au maximum 100 à 150 millions d'Euros, complétant, à une autre échelle, les fonds alloués dans le cadre de l'Aide Publique au Développement. En démultipliant les initiatives, elle contribuera à atteindre l'objectif ambitieux que s'est fixé la communauté internationale à Kyoto: réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de la population mondiale

n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement.

Basée sur un principe de volontariat, la loi OUDIN est une première étape indispensable et urgente avant d'envisager éventuellement la création d'une taxe sur la facture d'eau.

Aude NACHBAUR



Dessin de Rino

DU "DROIT À L'EAU" À SA TARIFICATION

Les Nations Unies avaient promu en 1980 "La Décennie de l'Eau et de l'Assainissement" avec l'objectif de garantir l'accès à l'eau pour tous en l'an 2000.

Raté. On garde le moral et on recommence avec des objectifs moins ambitieux:

En 2000, la plus grande réunion de chefs d'État et de gouvernements jamais convoquée est organisée par l'ONU lors du Sommet du Millénaire. 191 états membres s'engagent alors à réaliser d'ici 2015 les "Objectifs du Millénaire pour le développement". Ces 8 grands objectifs font l'objet d'un plan d'action qui énonce 18 cibles quantifiables.

La cible 10 nous intéresse particulièrement puisqu'elle doit permettre de "Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable".

La tarification forfaitaire

Quel que soit le type d'accès à l'eau (domiciliaire, borne fontaine ou pompe manuelle) la tarification forfaitaire est envisageable.

Lorsqu'elle est appliquée au domicile, le gaspillage est important et il n'est pas rare de voir des robinets ouverts en permanence, ce qui oblige le comité de gestion à ne distribuer l'eau qu'à certaines heures de la journée.

Mais dans certains cas elle peut fonctionner de façon satisfaisante.

C'est le cas à Las Ventanas (Honduras) où nous sommes intervenus en 2000 pour faire une adduction d'eau potable. Le comité de gestion a fixé une tarification forfaitaire de l'eau avec un prélèvement mensuel par famille. Un an plus tard, les sommes acquises par le comité de gestion ont permis de brancher des robinets supplémentaires permettant à chaque famille d'avoir l'eau dans sa cour.

Lorsque les accès à l'eau s'améliorent, la santé des populations concernées s'en ressent ainsi que le taux de scolarisation, notamment celui des filles.

Il est également établi que le niveau d'éducation des filles influe directement sur l'amélioration de la santé des familles, en particulier des enfants, ainsi que sur le nombre des naissances.

Au regard de ces rappels, on saisit d'autant mieux la nécessité d'atteindre ces objectifs pour que le développement humain s'inscrive dans un environnement (sanitaire, social, économique, écologique, etc.) durable.

Reste à savoir comment. Actuellement aucune législation interna-

tionale ne traite du droit humain à l'eau, même si le droit à l'eau a été mentionné dans des actes et décisions de nature internationale comme par exemple la convention sur les droits de l'enfance. Citons encore la déclaration de l'eau en tant que droit humain (Rome - décembre 2003) dont le premier objectif est de "constitutionnaliser" le droit à l'eau.

Certains pays s'en préoccupent comme la France qui inscrit l'eau au "patrimoine commun de la nation" (loi 92-3 du 3 janvier 92 sur l'eau) ou l'Afrique du Sud qui donne accès gratuitement à 6000 litres d'eau par foyer chaque mois afin que chacun puisse "assurer la satisfaction des besoins élémentaires en eau".

La gestion, publique, privée ou mixte, de l'eau montre de bons ou mauvais exem-



ples dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud, en zone urbaine comme en zone rurale. Il n'y a pas de modèle meilleur qu'un autre, c'est aux usagers de définir le mode de fonctionnement qui leur convient avec des installations répondant à leur demande tant du point de vue du prix que de la qualité.

Mais quel que soit le mode de gestion retenu, il apparaît clairement que le rôle des femmes y est essentiel puisque c'est à elles qu'incombe la difficile tâche d'approvisionner le foyer en eau. Les filles et les femmes africaines consacrent trois heures par jour à aller chercher l'eau.

Avec des équipements présentant des technologies à moindre coût adaptées aux zones rurales des pays dits "sous-développés" et une formation, notamment des femmes, à l'entretien et à la ges-

tion de ces équipements, il est possible de pérenniser les systèmes d'accès à l'eau (voir encadrés). Ces installations ont bien sûr un coût, c'est pourquoi la gratuité de l'eau est impossible. D'où la nécessité d'organiser des systèmes de collecte de fonds auprès des usagers pour permettre l'entretien des installations. Ces prélèvements doivent être adaptés à la situation financière des communautés. Le mode et le montant du recouvrement sont des choix qui appartiennent à la communauté. Ils peuvent en changer.

Si ces tarifications permettent la maintenance de l'existant, elles ne sont pas toujours capables de réaliser des extensions des aménagements. Nous verrons dans le prochain numéro comment les plus nantis peuvent s'organiser pour soutenir l'accès à l'eau des plus démunis.

Nathalie MODOUX

“La moitié des lits d'hôpitaux disponibles dans le monde sont occupés par des patients atteints de maladies d'origine hydrique.”

Le prix à la bassine

Lorsque l'eau est distribuée par bornes-fontaines ou par pompe manuelle, il est envisageable de recouvrir les coûts d'entretien des installations par une facturation à la bassine ou au seau. Une personne est alors responsable de collecter l'argent au point de puisage. Elle peut y être présente à certains créneaux horaires. Parfois plusieurs personnes sont nécessaires. La tarification devra prendre en compte le salaire de ce personnel. Ce qui peut poser problème en fonction de la fréquentation des bornes fontaines.

Ce type de tarification peut également être adapté à une livraison de l'eau à domicile par des porteurs d'eau avec ou sans charrette. Ils peuvent livrer des quantités d'eau plus grande avec la charrette.

Là encore le tarif dépend des possibilités des villageois. Certains payeront 5FCFA le seau, d'autres pour le même prix en auront deux, d'autres encore donneront une portion de mil en échange de l'eau. Ce sera au comité de gestion de vendre le mil pour récupérer l'argent.

Le prix au compteur

Les compteurs d'eau permettent de facturer l'utilisateur sur sa consommation réelle. Il est alors plus regardant sur l'utilisation qu'il fait de l'eau. Parfois les compteurs sont installés pour plusieurs usagers qui se divisent la facture. Une personne seule payera autant qu'une famille de 6 personnes, ce n'est pas toujours équitable. Avec l'installation des compteurs individuels on note une tendance à la baisse de la consommation de l'eau.

A Bokidiawé (Sénégal) le réseau existant va être équipé de compteurs d'eau à la suite de la formation réalisée en août-septembre 2004. Un compteur sera posé pour chaque famille (au sens africain du terme) afin de passer d'une tarification forfaitaire à une tarification volumique de l'eau. Dans le futur, il est envisageable de poser des compteurs pour chaque famille (un couple et ses enfants). Mais le coût du service sera augmenté et cette perspective ne pourra être accomplie que lorsque les revenus des familles le permettront.

Sources :

Rapport Mondial sur le Développement Humain 2003. *Les Objectifs du Millénaire pour le développement: Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*. Site Internet : <http://hdr.undp.org/reports/global/2003/francais/>

Haut Conseil à la Coopération International. Site Internet : <http://www.hcci.gouv.fr/travail/audition/audpaquerot.html>

Déclaration de l'eau en tant que droit humain universel - Déclaration de Rome 10 décembre 2003. Site Internet : http://www.acme-eau.com/pdf/declaration_rome.pdf

Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992. Sur l'eau. Site Internet : <http://admi.net/jo/ENVX9100061L.html>

DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Cette année la Quinzaine de l'Ecocitoyenneté et la Semaine de Solidarité Internationale à Chambéry se sont recoupées pendant une semaine. Plutôt que d'organiser des événements bien distincts, les collectifs organisateurs ont choisi d'avoir des actions communes et de tendre des passerelles entre ces deux manifestations. Hydraulique Sans Frontières participant à l'organisation et à l'animation de ces deux événements, nous avons choisi de vous les présenter par l'interview des coordinatrices.

La 15aine de l'Ecocitoyenneté, qu'est-ce que c'est ?

La Quinzaine de l'Ecocitoyenneté est organisée par la Ville de Chambéry. C'est un moment fort pour sensibiliser les habitants au développement durable et à l'écocitoyenneté. Cette année, c'était la deuxième édition et le thème global était la consommation responsable. Au programme : une exposition, des conférences, des tables rondes, des animations pour les scolaires, des visites au centre de tri des déchets...

Comment est née l'initiative ?

C'est une proposition conjointe de Marie Golfier, Conseillère Municipale déléguée à l'écocitoyenneté et d'Henri Dupassieux, Adjoint au Maire chargé du développement durable, de l'environnement et de la sécurité sanitaire de Chambéry. Ils souhaitaient créer une manifestation au cours de l'année qui soit l'occasion de communiquer et de sensibiliser le grand public, les associations et les scolaires sur les thèmes du

développement durable et de l'écocitoyenneté. La première édition s'est déroulée en novembre 2003.

Pourquoi accorder une telle importance au grand public ?

Parce que le développement durable est l'affaire de tous. Chacun doit être informé et conscientisé sur le sujet. Le développement durable, on en entend beaucoup parler mais peu de personnes savent ce que c'est et encore moins que faire à son échelle. L'intérêt est que chacun ait conscience du rôle qu'il peut jouer à l'échelle locale dans cette démarche à enjeux planétaires.

Pourquoi et comment articuler cette Quinzaine avec la Semaine de la Solidarité Internationale ?

La solidarité internationale est un des équilibres de base du développement durable. Etre écocitoyen, c'est donc bien intégrer cette notion de solidarité internationale. Ainsi, des organismes et des associations partenaires comme Hydraulique sans frontières

étaient à la fois impliqués dans la Semaine de la Solidarité Internationale et dans la Quinzaine de l'Ecocitoyenneté.

Quelles sont les retombées d'une telle manifestation ?

L'objectif de cette quinzaine de l'Ecocitoyenneté est de sensibiliser et de mobiliser à long terme et pas uniquement à cette période de l'année. L'un des intérêts de cette manifestation est de mobiliser les gens, d'établir un contact avec eux. Parmi les retombées, on peut citer le cas de l'événement Planète Junior (animations de sensibilisation auprès des scolaires) : il est prévu la conduite d'un " défi écocitoyen " tout au long de l'année par chaque classe participante.

*Propos de Corinne REYNAUD,
chargée de mission au Service
Développement Durable de la Ville
de Chambéry,
recueillis par Marion GEORGES*



PLANÈTE JUNIORS

La Quinzaine de l'Ecocitoyenneté prévoyait, entre autres manifestations, un temps pour les scolaires: "Planète Juniors". Les 15, 16 et 18 novembre, Nathalie Modoux, Marie Raczynski et Marion Georges ont donc animé un atelier-jeu nommé "Consom'Eau Mieux" auquel ont participé 145 enfants du CE1 au CM2.

Nathalie et Marie ont également animé un jeu de rôle "Grève chez RUN" le 19 novembre au Lycée du Granier à La Ravoire pour deux classes de seconde.

Le 19 novembre toujours, Nathalie est intervenue au Collège de Côte Rousse pour une classe de 5ème.

Françoise Schwartz est animatrice régionale depuis 4 ans, salariée du CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement). Cette association nationale est constituée de 28 mouvements et services d'Eglise. Le travail en réseau est donc au cœur de sa mission d'éducation aux réalités internationales. Bénévole pendant 25 ans chez les Scouts de France, avec des responsabilités aussi bien locales que nationales, elle a toujours le désir de mener des projets qui lui permettent de travailler avec d'autres et pour d'autres. Elle répond aux questions de Marion Georges sur la Semaine de Solidarité Internationale.

La Semaine de la Solidarité Internationale, qu'est-ce que c'est?

Une semaine pour expliquer, s'informer et agir. Coordinée par le CRID (Centre de Recherche et d'Informations du Développement), c'est un événement national décentralisé qui valorise toutes les actions de proximité. C'est 3000 animations en France!

Nous vivons tous sur une même planète et les petits actes quotidiens, comme la consommation de café ou de chocolat, ont une répercussion sur les conditions de vie des paysans du Sud. Une semaine par an pour mettre sous les feux des projecteurs tous les liens entre les français et les habitants des Sud et de l'Est permet de grandir en Humanité.

Cette semaine est un grand rendez-vous où chacun peut s'informer sur les enjeux de la solidarité internationale. Les associations, les Organisations Non Gouvernementales, les collectivités locales se mobilisent pour proposer un large éventail de pistes concrètes pour agir en citoyen solidaire.

Pourquoi accorder une telle importance au grand public?

Le réseau associatif qui est à l'origine de la SSI sur Chambéry organisait des ateliers pour les scolaires dans le cadre de la Campagne nationale "Demain Le Monde". Les thèmes abordaient des problématiques telles que "l'eau", "la faim", "l'éducation: un droit pour tous?".

Quand la Semaine de la Solidarité Internationale a été proposée par le CRID, nous avons eu envie d'atteindre la cible proposée : Le grand public!

Mieux faire comprendre, faire prendre conscience des réalités internationales est facteur de paix, paix pas

seulement le contraire de guerres mais paix dans les relations au quotidien avec les personnes différentes, soit d'un autre pays, soit d'une autre culture.

Mieux comprendre pour changer de comportement, voilà l'enjeu principal qui demande beaucoup de temps... nous avons tous le désir toujours renouvelé de donner temps et compétences pour ce projet.



Comment s'articule l'organisation de la Semaine aux niveaux national et régional?

Les dates de la Semaine ont été décidées par l'ensemble des associations du CRID. C'est toujours la 3^{ème} semaine de novembre depuis 7 ans.

De nombreux outils de communication sont réalisés ainsi que des dépliants, des dossiers pour organiser au mieux des animations en réseau d'associations. Un logo commun permet une visibilité nationale importante. Quand un noyau d'associations a décidé de porter le projet, il s'inscrit auprès du CRID qui propose même un coup de pouce financier si certains critères sont respectés, le principal

étant de travailler en concertation et en réseau d'OSI (Organisations de Solidarité Internationale) et avec les collectivités locales.

C'est plutôt un lien national - local. Certaines régions et départements s'engagent en finançant un dépliant de communication sur toutes les animations proposées.

Quelles sont les retombées d'une telle manifestation?

Toucher d'autres publics que les têtes grises sympathisantes des associations de solidarité internationale. Mobiliser et valoriser les jeunes est un enjeu essentiel pour l'avenir.

Un éveil de chacun, un autre regard posé sur le monde et ses habitants.

Faire connaître les spécificités de chaque association permet aussi de toucher d'autres bénévoles et pour chaque personne intéressée de devenir citoyenne responsable de ses choix pour un monde plus juste.

Un enthousiasme toujours renouvelé qui nous permet déjà de penser à l'année prochaine.

Cette automne a été bien rempli pour nos actions d'éducation au développement. HSF s'est impliqué cette année pour la SSI de Lyon et de Chambéry et a participé à de nombreuses animations. Ci dessous un listing rapide des différentes actions opérées.

8 octobre : **Aquaviva - Aix les Bains**. Destiné aux lycéens d'Aix les Bains et à leurs enseignants, un café philo sur le thème du développement durable à réuni une vingtaine d'élèves et une petite dizaine d'enseignants. L'animation était assurée par M. Didier du CCLB pour la problématique des déchets, Mme Minet du service technique de la mairie d'Aix, Mme Casanova, Conseillère déléguée à l'environnement pour la Mairie d'Aix et Nathalie Modoux pour HSF.

12 octobre : **Hôpital de Chambéry**. Science Actions est une association qui organise des cafés scientifiques à Chambéry (Savoie), soutenue par le CCSTI de Chambéry, l'université de Savoie, le CNRS et la Région Rhône-Alpes elle en a organisé un pour le personnel hospitalier du CHU chambéry. Ce café scientifique avait pour thème l'eau et à réuni plusieurs intervenants représentant divers aspect de l'eau. HSF a été invité pour représenté l'eau dans les pays en développement. Etaient également représenté le GIP grand Lac, le service des eaux, l'université, etc.

14 octobre : **Aquaforum de Bègles**. A la demande de l'association Océan, Nathalie s'est rendue à Bègles pour animer une conférence débat sur le thème de la sécheresse au Sahel et des solutions que l'on peut y apporter. Une quarantaine de personnes étaient présente à cette conférence, des discussions intéressantes ont suivi avec le public. Lorsqu'on s'entend dire à la fin d'une animation : "Merci Madame on a appris beaucoup de chose. On ne savait pas que ça existait" force est de constater que l'éducation au développement n'est pas une vaine action et que la tâche à accomplir est loin d'être terminée...

Nous avons également participé à des **groupes de réflexions autour de l'éducation au développement** à l'école organisé par **Resacoop** (le 15 décembre) et par **Pays de Savoie Solidaires** (les 29 septembre et 9 décembre). Une meilleure connaissance des différents acteurs en Rhône alpes et des outils développés par chacun permettra des actions plus pertinentes et complémentaires.

22 octobre : **Lycée de la Cardinière - Chambéry**. Dans le cadre d'un PPCP (Projet Pluridisciplinaire à Caractère Professionnel) les lycéens de Bac Pro ont choisi pour thème l'Humanitaire. Différents groupe travaillent à des finalités diverses sur ce thème (film, abécédaire, organisation d'une table ronde, d'un forum, etc.). Ils accueillent parfois des acteurs de l'"humanitaire" qui leur présentent leurs modes d'actions. Nathalie et Marion ont donc passé un après midi en leur compagnie pour leur expliquer l'action de HSF et les enjeux du développement durable.

14 décembre : **Lycée Agricole - Thonon les Bains**. A la demande de Marie Dominique Dubié, enseignante dans cet établissement, nous sommes intervenus pour animer un des nombreux ateliers organisés autour de l'eau pour cette journée. Nous avons présenté un jeu de rôle à trois groupe d'élèves de quatrième au BTA. Parmi les autres ateliers il y en avait avec des thématiques artistiques (aquarelle, construction d'une fontaine, photo), solidaires (Terre des Hommes), gestion de l'eau (pêcheurs, service des eaux de la ville de Thonon, Syndicat des eaux des Moïses), scientifiques (expériences autour de l'eau avec des professeur de physique-chimie), etc.

Des étudiants du **Master Humanitaire et gestion de crise de l'université de Jacob** cherchaient des informations sur la logistique de projet suite à une catastrophe naturel. Nous leur avons donné différents éléments de nos interventions aux Honduras.

Parallèlement à ces animations, Nathalie est intervenue auprès d'un groupe de l'**IUFM de Chambéry**. Elle a présenté différents outils développés pour des classes primaires pour inspirer une quinzaine d'étudiants à la création d'un support pédagogique qu'ils feront suite à un voyage au Sénégal.

L'ÉQUIPE DES PERMANENTES D'HSF

La nouvelle équipe au complet! De gauche à droite: Marie Raczynski (chargée de mission), Christelle Delacroix (chargée de mission), Marion Georges (responsable gestion et communication), Nathalie Modoux (responsable éducation au développement).

Notons l'arrivée récente (octobre 2004) de Marion Georges qui remplace Alexandre Muller.



CHANGEMENT DE LOCAUX

Hydraulique Sans Frontières a inauguré ses nouveaux locaux le 24 septembre 2004. Cette fête était l'occasion de se faire connaître du voisinage, de remercier la ville de Chambéry pour son aide au déménagement et de rencontrer ses différents partenaires. Étaient donc présents à cette inauguration: Jean Claude Trotel, adjoint au maire délégué à la lutte contre les exclusions et aux solidarités internationales, M. Benoît, directeur de l'OPAC Chambéry-le-Haut, Mme Bange, directrice de la Maison de l'Enfance, diverses associations amies de HSF, quelques voisins, de nombreux bénévoles, et toute l'équipe permanente. Tous ont fait connaissance ou ont repris contact dans la bonne humeur.

VISITE AU BARRAGE DE GANGUISE

Brice avait découvert un peu par hasard le lac de la Ganguisse et toute une flotte d'engins de terrassement (Boutteurs, chargeuses, niveleuse, camions-dumpers et citerne, compacteurs,..etc)..impeccablement alignés ..

Une jeune ingénieur ISTG (Institut des Sciences et Techniques de Grenoble), Amandine, était en train de faire des mesures de perméabilité et eut la gentillesse de nous donner les coordonnées d'Eric Vuillermet, ingénieur responsable du chantier pour BRL (Bas-Rhône, Languedoc).

Le 28/10 au matin, c'est donc ce dernier qui a tenu à accueillir 6 HSF dont 3 jeunes ingénieurs en instance de départ pour des missions en Afrique et qui n'avaient jamais eu l'occasion de travailler sur un vrai chantier de barrage..



Le barrage de Ganguisse

Alors qu'ils n'étaient que 2 ingénieurs de BRL à surveiller et contrôler la qualité des travaux, Eric a passé 5 bonnes heures à nous faire visiter le chantier et à nous expliquer toutes les finesses et originalités de ce projet : la surélévation de 6m du barrage de la Ganguisse double sa capacité mais exige aussi le pompage de nouveaux apports.

POLLUTEC

Une délégation de Chambéry s'est rendue le jeudi 2 décembre à Pollutec, Salon International des Equipements, des Technologies et des Services de l'Environnement qui se tenait à Lyon du 30 novembre au 3 décembre. Outre la participation à la conférence "Qualité et pérennité des réseaux en polyéthylène", cette visite aura été l'occasion pour nos représentants de découvrir les dernières innovations dans les domaines liés à l'eau, de nouer de nombreux contacts, et de prospecter les sources éventuelles de financement.



Directeur de publication : Claude PARRY

Tirage : 400 exemplaires

Hydraulique Sans Frontières
 14, rue Louis de Vignet (ou siège social : 20, route du sècheron)
 73000 Chambéry (France)

Tél/Fax : (00 33) 04 79 69 35 08 (ou siège social : 04 79 69 51 35, y compris le soir)

E-mail : hydraulique@hsf-h2o.org

Site : <http://www.hsf-h2o.org>

BULLETIN D'ADHESION A HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

Je deviens membre de l'association :

- Actif, retraité : 40 (abonnement + cotisation)
 Etudiant, chômeur : 10 (abonnement + cotisation)

Je soutiens les actions de l'association :

- Projets Fonctionnement
 30 40 50 Autres :

Nom :

Prénom :

Adresse

.....

E-Mail.....

Tél.....

Profession.....